

29 mars 2012

Priorités proposées de la plate-forme électorale de Québec solidaire **Québécois (sans –es) urbains de souche d’abord !**

Relativement peu d’instances ont participé au processus d’amendement et de priorisation de la plate-forme électorale de Québec solidaire. Peut-être parce que ce processus manquait totalement de souplesse. Le résultat de la priorisation relève du nationalisme étroit des quartiers urbains réduits à leur seule dimension habitation. Les amendements le moins substantiels aux priorités sont peu nombreux. Les assemblées pré-congrès et le congrès plate-forme ont du pain sur la planche pour redresser la barre, en particulier pour revoir les priorités, quitte à déconstruire l’étouffant critère de sélection.

Repli participatif sur le *croissant fertile* de l’Île-de-Montréal

Vingt-trois instances locales et régionales ont participé au processus de priorisation et d’amendements de la plate-forme proposée par la direction nationale. Les régions Chaudières-Appalaches, Côte-Nord/Ungava, Estrie, Gaspésie, Lanaudière, Laval, Mauricie, Montérégie-Ouest et Saguenay-Lac-St-Jean n’ont aucunement participé au processus. La participation du Bas-St-Laurent a été minimaliste. Celle de l’Abitibi-Témiscamingue, du Centre-du-Québec, des Laurentides, de Montérégie-Yamaska-Richelieu et de Montérégie-Rive-Sud s’est limitée à une instance chacune. Même l’importante région de Québec n’y est allée que de deux instances. Reste une participation importante de l’Île-de-Montréal, plus précisément le *croissant fertile* et sa périphérie, et de l’Outaouais quoique très inégale entre ses circonscriptions. Plus la vie du parti se concentre sur la préparation des élections, plus elle se concentre dans le *croissant fertile*.

Adieu, autochtones, immigrants, altermondialistes, femmes, agriculteurs et syndiqués

Plus aussi, semble-t-il, les préoccupations politiques se ratatinent sur le « nous » de la citoyenneté ethnique urbaine hors lieu de travail. La direction nationale invitait les instances à choisir dix priorités dans le désordre sur quarante-trois propositions sans qu’il soit possible de les scinder malgré que la plupart contenaient plusieurs sous-propositions. Le comité synthèse en a retenu quatorze soit neuf qui ont eu droit de figurer dans plus de la moitié des listes plus cinq autres dans plus du quart. On n’y trouvait aucune des trois propositions concernant les Autochtones et Inuit, aucune des deux concernant les non Québécois de souche, ni aucune des deux appelées altermondialistes. On n’y retrouve non plus aucune des trois propositions concernant l’agriculture ni aucune des deux concernant plus spécifiquement les femmes (CPE et discrimination en emploi). *Last but not least*, aucune des cinq propositions concernant le travail n’ont été retenue dont celle visant les fermetures.

Ouf, quelques amendements antilibéraux, concrets et combatifs

Peu d’amendements substantiels affectent les quatorze priorités proposées. Il y en a quand même quelques uns qui mériteraient d’être adoptés pour donner une teinte plus antilibérale, plus concrète et plus combative à la plate-forme.

- Préciser la nationalisation des installations hydroélectriques de Rio-Tinto-Alcan, en symbiose avec la lutte en cours.
- Maintenir la sous-proposition sur les repas à tous et à toutes dans les écoles laquelle recoupe tant la lutte contre la pauvreté, sans stigmatisation des pauvres, la qualité de l’éducation de base, la diminution de l’esclavage domestique des femmes, l’alimentation de qualité au profit de l’agriculture biologique québécoise.

- Réintroduire l'objectif tout à fait réaliste de l'élimination de l'utilisation des énergies fossiles d'ici 2030, comme il est clairement écrit dans le programme, à condition de recourir à des programmes bien financés de transport public électrifié subjuguant les marchés.
- Empêcher tout subside à l'auto électrique à propriété individuelle sous prétexte de sa nécessité dans les zones rurales alors qu'il est parfaitement possible de recourir aux petits véhicules collectifs et aux taxis collectifs électrifiés.
- Atteindre la gratuité des transports collectifs sur dix ans tant en zone urbaine que rurale comme incitatif aux luttes sociales pour le transport collectif, luttes qui sont en ce moment en panne sèche alors que le transport collectif universel, électrifié et gratuit est tout à fait indispensable au Québec pour atteindre les objectifs maximum de réduction des gaz à effet de serre du GIEC reprises à juste titre tant dans notre programme que dans la proposition de plate-forme.
- Assurer aux peuples autochtones et inuit affectés par le Plan Nord le droit de veto tant sur l'ensemble du plan visant leur territoire que sur chacun des projets sans noyer le poisson en se référant à des déclarations officielle que personne ne connaît employant un opaque langage légaliste... d'autant plus que les propositions spécifiques sur les peuples autochtones et inuit ont été par ailleurs *flushées*.

Le trou noir de la réforme fiscale

Reste la question cruciale de la fiscalité. La proposition prioritaire retenue reste vague à souhait alors qu'on sait très bien que la direction nationale a déjà fait son lit en claironnant à la moindre occasion la proposition sociale-libérale de la campagne couragepolitique.org y compris dans sa critique du budget Libéral. On y promet d'annuler les nouveaux tarifs mais non la hausse de la taxe de vente, de loin la plus importante source régressive de revenu. On promet de lever cinq milliards \$ de nouveaux impôts sur le capital alors qu'il en faudrait onze milliards \$ pour combler le déficit dû à la crise de 2008 soit à la fois maintenir la croissance, modeste, des dépenses sociales à ce qu'elles étaient avant la crise et annuler complètement taxes et tarifs régressifs. Pour s'en tirer, en plus de ne contester ni la hausse de la taxe de vente ni, sinon mollement, la baisse du taux de croissance des dépenses à 2%, la direction du parti décroche du retour rapide de l'équilibre budgétaire, qui de toute façon masque un réel déficit dû aux dépenses d'immobilisation.

Comme l'absence d'une banque centrale, ce pour quoi il faudrait l'indépendance, rend impossible le recours à la *planche à billets* si allégrement utilisée par les banques centrales des États-unis et de l'Union européenne, le recours au déficit maintient la dépendance de l'État envers le capital financier par l'intermédiaire de la dette publique. Que reste-il pour de nouvelles dépenses écologiques et sociales pour un plein emploi écologique. Depuis l'automne 2011, la création d'emploi au Québec est en panne sèche sans compter toute une série de fermetures d'usine dans un Canada/Québec devenu non compétitif non seulement par rapport à la Chine mais aussi par rapport aux EU.

Trois instances locales ont pressenti l'énorme contradiction qui s'annonce entre les engagements à incidence budgétaire de la plate-forme et la ridicule réforme fiscale que l'on entrevoit. Est-ce pour cette raison que l'emblématique revendication de la construction de 50 000 logements sociaux se retrouve sans son échéance habituelle de cinq ans ? Toutes leurs propositions sont soit éliminées d'office par la procédure sous prétexte que « *[p]our des motifs de communication, certains engagements ont été reformulés de façon plus concise* » soit renvoyées en queue de liste comme « *nouvelles propositions* ».

Un immédiat coup de barre internationaliste qui n'a rien de sorcier

Une raison formelle s'avance comme première explication superficielle, mais non moins réelle, de ce ratatinement sur le soi identitaire. La rigide impossibilité de briser en morceaux les quarante-trois propositions rendait très difficile sinon impossible de concocter un menu équilibré. Plus profondément se révèle une tare historique de la gauche québécoise, le frileux repli nationaliste de l'opprimé dont le mantra pourrait être, « *l'enfer, c'est les autres* » d'autant plus que les crises

économique et écologique menacent de l'extérieur bien au-delà de la stagnation actuelle. La composition sociale de Québec solidaire, centrée sur les organisations populaires des quartiers centraux des grandes villes, explique sans le justifier la disparition de l'agriculteur et la marginalisation de la syndiquée imbriquée dans une caste bureaucratique acquise au concertationnisme quelque soit le prix en termes de reculs sociaux.

À cet épais pudding se superpose la cerise du social-libéralisme qui identifie gauche et État providence très national au bénéfice des seuls citoyens se sentant de plus en plus assiégés par un monde globalisé en chamaille. Pourtant, il y a dix ans, les grandes mobilisations du Sommet des peuples et celles contre la guerre avaient démontré toute la sensibilité internationaliste du peuple québécois. (Avouons que l'expérience Occupons-Montréal a été moins convaincante). Comme quoi l'oppression nationale est une arme à deux tranchants soumis certes aux circonstances de la conjoncture des rapports de force mais aussi malléable par les orientations politiques socialement déterminées. Même si on ne se débarrasse pas de telles tares en un clin d'œil, à court terme il ne serait pas difficile de rééquilibrer la plate-forme d'abord en assouplissant les restrictives procédures puis en allant chercher ce qu'il faut dans les propositions non prioritaires de la plate-forme amendée. On pourrait ainsi arriver à un document plus court, plus diversifié et surtout plus incisif.

À venir, une orientation lutte de classe : l'indépendance pour exproprier les banques

Bien sûr, resterait posé et irrésolu le problème fondamental de l'orientation stratégique. Pas plus que ne le faisait la stratégie référendaire du PQ, celle de l'Assemblée constituante de Québec solidaire, paritaire et élue à la proportionnelle suivie d'un référendum, ne résout en rien le problème de la *bonne gouvernance* remplie de ces « *trous noirs* » (Jean Charest) et « *turbulences* » (Pauline Marois) tels l'occupation militaire d'octobre 1970 et encore durant l'été 1990 lors de la crise d'Oka. Et autant la stratégie du PQ, celle de Québec solidaire réduit la question de l'indépendance à une affaire constitutionnelle (et par ricochet linguistique à cause de l'interventionnisme de la Cour suprême contre la loi 101). L'indépendance en devient complètement décrochée des enjeux socio-économiques et écologiques sauf par le détour abstrait et non mobilisateur des chartes de droits sociaux et environnementaux à inclure dans une constitution.

Il faut résoudre le problème crucial du hiatus entre la lutte pour l'indépendance et la centralité des questions socio-économiques et écologiques. La jointure se fait sur le terrain de la lutte contre le capital financier : l'indépendance pour non seulement se débarrasser de la Cour suprême mais surtout pour avoir le pouvoir constitutionnel d'exproprier sans indemnités banques et consorts. Depuis la crise de 2008, cette perspective s'est imposée à l'ordre du jour. C'est elle que la gauche politique, donc Québec solidaire, doit apporter aux luttes sociales pour qu'à court terme elles puissent faire le plein de mobilisation et à moyen terme déboucher sur un grand troisième mouvement indépendantiste... cette fois sous hégémonie de gauche de sorte à renouer avec la tentative ratée de la fin des années 60 bousillée par la fondation du Mouvement souveraineté association (MSA) devenu le PQ.

Seul un tel horizon permet de rendre réalistes les revendications de réinvestissements massifs dans les services publics, dont l'efficacité énergétique et les transports publiques, et une significative redistribution des revenus pour lesquels il faut une drastique réforme fiscale qui ramène les ratios dépenses publiques versus PIB à leur sommet de la fin des années 70, soit plus ou moins un ajout de 25 milliards \$ pour le Québec, budgets québécois et fédéral combinés. En attendant, Québec, Toronto et Ottawa ont pris l'autre direction comme viennent de le démontrer leurs récents budgets.

Marc Bonhomme, 29 mars 2012

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca